

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 10/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CRISCA

15 rue de Fos sur Mer
69007 LYON 07

Références : UD-R-22-SSDAS-242-ACA
Code AIOT : 0006104192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement CRISCA implanté 15 rue de Fos sur Mer 69007 LYON 07. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection a procédé à une visite inopinée le 24 février 2021 afin de constater le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 août 2008 modifié dans le cadre de la mise en demeure du 4 août 2020. Cette inspection a permis de lever certains points de ladite mise en demeure. En revanche, une nouvelle mise en demeure datée du 1er juillet 2021 demandant l'installation d'un système de détection incendie dans les zones comportant un risque incendie a été prise à l'encontre de l'exploitant.

L'Inspection s'est rendue sur le site le 16 juin 2022 afin de constater du respect de l'ensemble des points des mises en demeure du 4 août 2020 et de celle du 1er juillet 2021 et d'examiner les différents éléments transmis par l'exploitant concernant des demandes de modification des prescriptions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISCA
- 15 rue de Fos sur Mer 69007 LYON 07
- Code AIOT : 0006104192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- led : Non

L'établissement CRISCA est spécialisé dans la récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux ainsi que le tri et transit de déchets non dangereux non inertes. Ce site relève de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'autorisation.

Le site s'étend sur environ 18 300 m² et l'effectif total est de 15 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 24/02/2021
- suivi des mises en demeure du 04/08/2020 et 01/07/2021
- porter à connaissance 2021-2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suites de l'inspection du 24/02/2021 - installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Nouveau constat - accessibilité	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	
10	Nouveau constat : clôture du site	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites inspection 24/02/21: envol déchets, parking et entreposage de bennes	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1, 3.3	/	Sans objet
3	Suites inspection du 24/02/2021 - emplacements et volumes des stockages	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1	/	Sans objet
5	Suites inspection du 24/02/2021 - régularisation par rapport aux dossiers	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Suites de l'inspection du 24/02/2021 - déclaration Gerep	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
7	Nouveau constat - nature des emballages et de la valorisation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 710	/	Sans objet
9	Nouveau constat - situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suites de l'inspection du 24/02/2021 - état du mur séparatif au sud du site	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 13.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des points faisant l'objet d'observations et de non-conformités. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Par ailleurs, afin de se mettre en conformité et de répondre aux demandes de la mise en demeure du 4 août 2020, l'exploitant a transmis des éléments en novembre 2021 et mis à jour en février 2022 dans le cadre d'un porter à connaissance. Ces premiers éléments, bien qu'en attente de compléments au travers de ce rapport d'inspection permettent de proposer à monsieur le préfet du Rhône de lever la mise en demeure du 4 août 2020.

L'installation par l'exploitant d'un système de détection dans les zones à risque incendie permet également de lever la mise en demeure du 1er juillet 2021.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1, 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de déchets, places de parking et entreposage des bennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 - Dispositions administratives</p> <p>La société CRISCA est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de LYON 7ème, dans l'enceinte de leur établissement situé 15, rue de Fos-sur-Mer, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.</p> <p>Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 sont abrogées et remplacées par les prescriptions techniques du présent arrêté.</p> <p>Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 de l'ordonnance n°2000 - 914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement .</p> <p>L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article R 512-74 du Code de l'environnement – Partie réglementaire – Livre V.</p> <p>Article 3.3 – Envol</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations adoptent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées ; • les véhicules entrant et sortant de l'installation n'entraînent pas d'envols, de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation • le lavage des roues des véhicules est prévue en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ; - des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. <p>Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection du 24 février 2021 des envols de déchets avaient été constatés au niveau de la clôture Nord-Est du site. Le jour de la visite des bennes étaient entreposées tout le long de cette clôture, il n'était pas possible d'accéder à la clôture.</p> <p>Des bennes étaient également entreposées le long de la clôture côté rue (Nord-Ouest) ainsi que devant les alvéoles de déchets.</p> <p>Le jour de la visite, certaines bennes entreposées au nord du site (côté rue et côté voies SNCF) comportaient des déchets : DIB à trier, refus de tri. Or, les bennes dans cette partie du site doivent être vides.</p> <p>L'exploitant a expliqué que les bennes de refus de tri devaient être évacuées sur l'ISDND de Roche-la-Molière mais que le site était fermé pendant plusieurs jours suite à un incident technique, les bennes devaient alors être évacuées sur l'ISDND de Satolas mais celui-ci subissait un engorgement</p>

compte-tenu de la fermeture provisoire du site de Roche-la-Molière.

Par ailleurs, plusieurs camions étaient stationnés sur la partie Nord du site (à côté des bennes (côté Est et Ouest), à proximité des alvéoles de déchets ou du pont bascule).

Dans le dossier de porter à connaissance d'avril 2016, il était prévu l'entreposage des bennes vides sur la partie Nord du site uniquement (pas sur les côtés Est et Ouest ni devant les alvéoles de déchets).

Le parking des poids lourds (PL) et véhicules légers (VL) était quant à lui prévu au Nord du bâtiment.

L'exploitant a demandé à ajouter des places de parking supplémentaires suite à l'inspection du 24 février 2021. Le plan transmis par l'exploitant en lien avec cette demande de modification précise les emplacements envisagés pour le stationnement :

- pour les VL : le long du mur Nord du bâtiment et à l'Est des bennes situées au Nord-Est du site ;
- pour les PL : à l'Ouest des bennes situées au Nord-Est du site.

A noter enfin que dans le porter à connaissance déposé en avril 2016, il était prévu 10 alvéoles de stockage de déchets (métaux, gravats, plastiques, bois) sur la partie nord pour une surface totale de 550 m², en réalité il y a 6 alvéoles de métaux pour une surface estimée de 800 m².

L'Inspection a signifié à l'exploitant que les différents documents transmis en tant que porter à connaissance (augmentation des places de parking, augmentation des aires, des volumes et des quantités stockées (bois, papier-carton, plastique, ferraille), emplacement du pont bascule) étaient insuffisants et méritaient d'être rassemblés en un seul document qui étudie les impacts environnementaux globaux et les risques associés aux modifications envisagées.

Demande n°1 : l'exploitant respecte sous un mois les emplacements des bennes et des places de parking prévus dans le porter à connaissance d'avril 2016 qui a été instruit.

Par ailleurs, les bennes entreposées au nord du site doivent être vides en permanence.

Demande n°2 : l'exploitant transmet sous un mois l'état des stocks de ces déchets pour les mois de juin, juillet et août 2022.

Demande n°3 : l'exploitant transmet sous trois mois un porter à connaissance global prenant en compte l'ensemble des demandes de modification et comportant les éléments d'appréciation des enjeux environnementaux et des risques ainsi que l'évaluation du caractère substantiel que représentent ces modifications.

Ce PAC comporte notamment : l'actualisation des calculs du D9 et du D9A, un plan précis, orienté, à l'échelle et correspondant aux installations projetées, la description des moyens d'extinction, etc.

Par ailleurs, le site étant classé sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2718 et 2791 et que la demande d'augmentation de tonnage pour la rubrique 2714 est environ 4 fois supérieure au tonnage actuellement autorisé (passage de 981t à 3774t), l'exploitant renseigne également sous trois mois le formulaire de cas par cas (Cerfa n°14734*03). Il se positionnera sur le caractère substantiel de cette demande de modification au regard de la note du 21/12/2021 du ministère (https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/note_modifs_20211220.pdf).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites de l'inspection du 24/02/2021 - installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux de mise en conformité sur les installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.1.5 - Matériel électrique L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988. En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980. Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Constats : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé le 12/01/2021 par l'APAVE. Ce rapport présente de nombreuses observations dont certaines récurrentes. Le rapport Q18 du 12/01/2022 réalisé par l'APAVE ne présente pas d'observation et conclut à l'absence de danger. L'exploitant a présenté en séance le rapport de contrôle par thermographie des installations électriques réalisé le 12/01/2022 par l'APAVE. Ce rapport mentionne des anomalies qui n'ont pas été levées. Demande n°4 : l'exploitant transmet sous un mois les deux rapports Q18 et Q19 de contrôles des installations électriques réalisés en 2022. Demande n°5 : l'exploitant justifie sous un mois de la réalisation des travaux nécessaires à la levée de l'ensemble des anomalies identifiées lors du contrôle Q19 de 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Suites inspection du 24/02/2021 - emplacements et volumes des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des aires et des volumes de stockage des déchets autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1 La société CRISCA est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de LYON 7ème, dans l'enceinte de leur établissement situé 15, rue de Fos-sur-Mer, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté. Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 sont abrogées et remplacées par les prescriptions techniques du présent arrêté. Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 de l'ordonnance n°2000 - 914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement .

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article R 512-74 du Code de l'environnement – Partie réglementaire – Livre V.

Constats : L'inspection du 24/02/2021 a permis de constater le non-respect des emplacements ainsi que des volumes et hauteurs autorisés de certains stockages de déchets.

Pour répondre à ce point, l'exploitant a transmis à l'Inspection une demande d'agrandissement des aires et des volumes de stockage concernant le bois, les balles de carton, les balles de plastique accompagné de modélisations des flux thermiques. L'Inspection émet les remarques / questions suivantes :

- stockage de bois en 2 alvéoles
 - pourquoi les flux thermiques sont-ils plus importants pour une hauteur de 3,5m de stockage plutôt qu'à 4m ? ;
 - modélisation du stockage de bois à 4m : erreur sur la hauteur de la palette (4m au lieu de 1,5m), erreur sur la paroi P3 de la cellule 1 et de la cellule 2 qui est R0 et non R120, erreur sur le type de structure de la paroi P2 de la cellule 1 (portique béton au lieu de poteau béton) ;
- stockage de balles carton sous auvent :
 - une hauteur sous canton de 4m est indiquée dans le document, quelle est la hauteur du canton (celle-ci n'est pas renseignée et donc prise en compte dans la modélisation) ? ;
 - corriger la hauteur de la cellule, le bâtiment a une hauteur de 12 à 15m et non pas 6m ;
 - préciser la distance entre les balles de papier-carton et le stockage de métaux ;
- stockage de balles PEHD sous le bâtiment :
 - l'Inspection n'autorise pas à ce que des flux thermiques sortent du site, par ailleurs, la proximité trop importante avec le stockage de balles de papier engendrant que ce dernier puisse se retrouver aisément dans les flux de 8kw/m² n'est pas acceptable. L'exploitant doit revoir son stockage de balles de PEHD afin que ce dernier n'engendre pas de risques sur les stockages voisins et vers l'extérieur ;
 - une hauteur sous canton de 4m est indiquée dans le document, quelle est la hauteur du canton (celle-ci n'est pas renseignée et donc prise en compte dans la modélisation) ? ;
 - corriger la hauteur de la cellule, le bâtiment a une hauteur de 12 à 15m et non pas 8m ;
- stockage de balles plastique en 2 alvéoles :
 - expliquer pourquoi les flux thermiques dépassent des murs coupe-feu, en particulier pour la modélisation de l'incendie du stockage de type 2662 ;
 - la hauteur de la cellule a été prise à 5m, or, sur site l'Inspection a constaté une hauteur des alvéoles de 4m ;
 - vérifier les distances des flux thermiques qui atteignent 10 à 12m d'après l'exploitant, par ailleurs, la limite de propriété est à 15m, par conséquent, il ne doit y avoir aucun entreposage de bennes ou parking de véhicules / camions entre les alvéoles et la clôture Nord-Est ;
 - la toiture doit être R1 et non R15.

Demande n°6 : l'Inspection demande à l'exploitant de fournir sous trois mois les explications aux remarques ci-dessus et le cas échéant de mettre à jour les modélisations des flux thermiques. Les modélisations mises à jour seront représentées sur un plan du site afin de permettre une meilleure visualisation des distances d'effets.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suites de l'inspection du 24/02/2021 - état du mur séparatif au sud du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat du mur séparatif au sud du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 13.1 - Aménagements Les voies de circulation, les aires de stationnement et de stockage seront recouvertes d'un revêtement étanche (aires goudronnées ou bétonnées) et aménagées de façon à permettre une collecte pour le traitement des eaux pluviales. L'exploitant devra disposer d'une aire d'attente d'une capacité suffisante pour les véhicules ou bennes chargés de déchets. Les zones de dépôt seront construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs et à l'abrasion et d'être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières. L'exploitant devra disposer d'une aire de stationnement pour les clients et fournisseurs. En aucun cas les véhicules liés à l'activité ne devront être stationnés hors de l'établissement et en particulier sur les voies publiques. L'installation de résidus de broyages et produits dont 50% au moins de la masse unitaire est composé de polymères (matières plastiques, etc ..) doit être implantée à plus de 10 m des limites de propriété. D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les stockages (ferrailles à broyer – résidus de broyage -) pouvant présenter un tel risque sont séparés : <ul style="list-style-type: none">• des autres stockages,• des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation. La quantité maximum stockée ne pourra être supérieure à celle fixée au paragraphe 13.4 ci-après, et leur traitement sera effectué journallement au fil de l'eau. En cas d'impossibilité temporaire, le stockage sera momentanément fractionné en lots séparés afin de limiter les risques incendie.
Constats : L'Inspection a pu constater la restauration du mur de 4m de hauteur situé au sud qui sépare Crisca de son voisin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suites inspection du 24/02/2021 - régularisation par rapport aux dossiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Régularisation par rapport aux dossiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1 La société CRISCA est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de LYON 7ème, dans l'enceinte de leur établissement situé 15, rue de Fos-sur-Mer, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté. Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 sont abrogées et remplacées par les prescriptions techniques du présent arrêté.

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 de l'ordonnance n°2000 - 914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement .

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article R 512-74 du Code de l'environnement – Partie réglementaire – Livre V.

Constats : Il était demandé à l'exploitant de faire une demande argumentée de modification des prescriptions imposables concernant notamment :

- l'emplacement du pont bascule non conforme au dossier d'autorisation de 2007
- la suppression des activités détaillées aux articles 10, 11 et 12
- l'augmentation du nombre de places de parking véhicules légers

L'exploitant a transmis 2 courriers, l'un concernant l'emplacement du pont bascule, l'autre l'augmentation du nombre de places de parking.

Toutefois, comme indiqué dans la demande 2, les éléments transmis par l'exploitant sont insuffisants et ne correspondent pas aux attendus d'un porter à connaissance. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas fourni d'éléments relatifs à la suppression des activités détaillées aux articles 10, 11 et 12.

Concernant les risques et enjeux environnementaux liés à la présence de la cuve GNR, l'exploitant a apporté des éléments sur le déversement accidentel et sur l'affichage de consignes en cas d'accident. L'exploitant indique que le livret avec l'ensemble des consignes a été mis à jour le 04/01/2021, qu'un exercice incendie a lieu tous les ans et que la cuve est contrôlée régulièrement lors des rondes. L'Inspection a pu constater l'affichage des consignes de sécurité au niveau de la cuve GNR.

L'exploitant a présenté en séance le plan des zones à risques. Ce plan est incomplet : notamment, les stockages de bois, les zones de tri doivent être mentionnées comme zones à risque incendie.

L'exploitant a fait installer 4 caméras thermiques dans la zone de tri (sous bâtiment) ainsi qu'une au niveau des stockages de bois.

Ces caméras sont reportées vers une société de vidéosurveillance.

Demande n°7 : l'exploitant transmet sous trois mois un porter à connaissance global (Cf. demande n°3).

Demande n°8 : l'exploitant explique sous trois mois pourquoi l'incendie de la cuve GNR n'a pas été étudié.

Demande n°9 : l'exploitant transmet sous un mois une copie du document utilisé lors des rondes pour les 6 derniers mois.

Demande n°10 : l'exploitant met à jour sous un mois le plan des risques. Ce plan devra également mettre mis à jour en fonction des demandes de modifications (porter à connaissance).

Demande n°11 : l'exploitant transmet sous un mois le rapport de contrôle de bon fonctionnement des caméras thermiques installées. L'Inspection rappelle que toutes les zones comportant un risque incendie sont équipées d'un réseau de détection incendie ou tout autre système de surveillance approprié.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suites de l'inspection du 24/02/2021 - déclaration Gerep

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration Gerep 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008
Constats : La déclaration Gerep de 2022 ne mentionne que des déchets "emballages en mélange" (code 15 01 06), ce qui ne correspond pas aux déchets réceptionnés ou traités sur le site. Demande n°12 : pour la déclaration 2023, l'exploitant veille à déclarer l'ensemble des déchets qu'il : - produit ou expédie, dès lors que la quantité totale de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement est supérieure à 2 t/an ; - réceptionne ou traite, dès lors que l'établissement assure une activité de stockage, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux et non dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Nouveau constat - nature des emballages et de la valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 7.10
Thème(s) : Risques chroniques, Agrément des installations de valorisation des déchets d'emballage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 7.10 - Agrément des installations de valorisation des déchets d'emballages Le présent arrêté vaut agrément au titre de l'article R. 543-71 du code de l'environnement dans les conditions suivantes : 7.10.1 - Nature des emballages et de la valorisation 7.10.2 - Objectif de valorisation Conformément aux dispositions de la circulaire du 13 avril 1995 sur les emballages industriels, l'objectif de valorisation est fixé à 60 % en poids. Deux états, l'un mensuel, l'autre annuel (période glissante) seront tenus à jour sur les performances du centre en matière de valorisation. Dans la mesure où cet objectif n'est pas atteint, l'exploitant est tenu d'en informer l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'Inspection a interrogé l'exploitant sur les tonnages d'emballages valorisés. L'objectif de valorisation étant d'au moins 60 %. L'exploitant n'a pas été en mesure de répondre lors de l'inspection. Demande n°13 : l'exploitant justifie du respect de cette prescription en rapprochant des tonnages maximums autorisés par an ou transmet une demande argumentée de modification de cette dernière (à ajouter le cas échéant au porter à connaissance).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Nouveau constat - accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de circulation et accessibilité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6.1.4 - Règles de circulation Les voies de circulation et les accès en tout point du bâtiment et des aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours et d'incendie. En particulier, l'accès en tout point du site par des engins de secours devra être possible en permanence par les voies longeant les deux faces principales du bâtiment. Constats : Le jour de la visite (en fin de journée), l'Inspection a constaté qu'il n'était pas possible de circuler sur l'ensemble du site pour un camion des services de secours et d'incendie : présence d'engins (grues, presses,...) ou de camions sur le passage (autour des bennes/alvéoles situées au nord du site et autour des alvéoles situées au sud du site). Demande n°14 : l'exploitant doit s'assurer que les voies de circulation soient dégagées et que l'accès en tout point du site par des engins de secours soit possible en permanence par les voies longeant les deux faces principales du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Nouveau constat - situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1 La société CRISCA est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de LYON 7ème, dans l'enceinte de leur établissement situé 15, rue de Fos-sur-Mer, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté. Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 sont abrogées et remplacées par les prescriptions techniques du présent arrêté. Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 de l'ordonnance n°2000 - 914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement . L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article R 512-74 du Code de l'environnement –

Partie réglementaire – Livre V.
<p>Constats : Il existe deux sociétés actives situées au 15 rue Fos sur mer à Lyon 7 : CRISCA et SLR. Le dernier arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 était porté par la société CRISCA tandis que le dépôt du porter à connaissance de février 2022 a été fait au nom de la société SLR environnement. Or, l'exploitant n'a pas transmis de dossier de demande de changement d'exploitant.</p> <p>Demande n°15 : sous un mois, l'exploitant précise les relations entre ces deux sociétés et le cas échéant émet une demande de changement d'exploitant auprès de monsieur le préfet (via le porter à connaissance global, Cf. demandes n°3 et 7). En effet, l'Inspection rappelle qu'il ne peut y avoir qu'un seul exploitant sur un même périmètre ICPE.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Nouveau constat : clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.1.1 - Contrôle de l'accès</p> <p>Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Constats : L'Inspection a constaté que les déchets d'aluminium reposaient sur la clôture située au sud-est du site (au niveau des stockages d'aluminium), la détériorant et permettant ainsi que des déchets tombent sur la voie ferrée voisine.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a pu constater que la 2ème voie d'accès au site ne disposait pas de portail et qu'un camion y était stationné pour bloquer l'entrée.</p> <p>Demande n°16 : l'exploitant procède sous un mois à la réfection de la clôture située au sud-est du site.</p> <p>Demande n°17 : l'exploitant met en place sous un mois un dispositif pérenne interdisant l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures d'ouverture du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours